**INSTANCE RESPONSABLE**

Service de l'aménagement du territoire
Office de l'environnement

INSTANCE DE COORDINATION

Service de l'aménagement du territoire

AUTRES INSTANCES CONCERNÉES

Office de la culture
Service de l'économie rurale
Commission cantonale du paysage et des sites
Toutes les communes

PROBLÉMATIQUE ET ENJEUX

Le paysage peut être décrit comme une portion de territoire perçue par un observateur. Son caractère et ses particularités sont le fruit de processus naturels et culturels en constante évolution. Le paysage comprend les milieux naturels, les murs de pierres sèches, les surfaces cultivées, les villages, villes et agglomérations, les lacs et les cours d'eau, etc., indépendamment de leur valeur esthétique, culturelle ou écologique. Tout paysage est unique; il n'est, par conséquent, pas possible de transférer des objectifs d'aménagement d'une situation à l'autre.

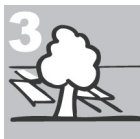
Le paysage appartient au patrimoine naturel et culturel des jurassiens. Il fait partie de l'identité collective de ses habitants, constitue une composante importante de l'image de marque du Canton et représente une ressource économique à ne pas négliger. Cet atout est à valoriser tant auprès de la population que des futurs habitants.

Le paysage jurassien est relativement bien préservé. Toutefois, il est soumis à de constantes modifications qui, souvent, affectent sa qualité. Les transformations du paysage sont en particulier liées au phénomène de périurbanisation et à la construction d'infrastructures, à l'extension de la forêt et à l'intensification ou, a contrario, à l'extensification des pratiques agricoles. Toute activité humaine modifie le paysage, il importe néanmoins de limiter les atteintes portées au paysage et de créer ou de recréer des éléments paysagers dégradés ou détruits par des constructions et des installations.

Dans l'optique de développer durablement le paysage jurassien, de le rendre attractif à sa population actuelle et future tout en le préservant des pressions multiples auxquelles il est (et sera) soumis, le canton du Jura doit disposer d'une vision qui permette à la fois l'évolution du paysage et la préservation de ses caractéristiques.

La méthode qui permet de concrétiser la préservation et la valorisation du paysage jurassien est constituée de trois outils, articulés les uns aux autres :

1. Le «diagnostic du paysage jurassien», qui analyse 11 entités paysagères en fonction de leurs forces, de leurs faiblesses et de leurs perspectives d'avenir (en termes paysagers), fournit une première appréciation de la qualité de l'entité paysagère considérée et du type d'activités susceptible d'y être développé.
2. L'inventaire (anciennement plan directeur sectoriel) des paysages, sites et monuments naturels (à actualiser et à compléter), qui indique à l'échelle 1:25'000 les objets et périmètres à protéger, ainsi que la « valeur » de la protection.
3. Les conceptions d'évolution du paysage communales (CEP), qui concrétisent, dans le plan d'aménagement local et le règlement sur les constructions, les objectifs de protection et de valorisation de la nature et du paysage, à l'exemple de ce qu'ont élaboré les communes de Saignelégier et de Soulce.



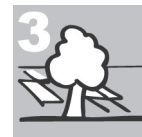
Le Conseil fédéral a approuvé le 19 décembre 1997 la Conception «Paysage suisse». Les objectifs définis dans cette dernière sont poursuivis.

CONCEPTION DIRECTRICE

- Art. 2 : 1 Améliorer la qualité de la vie.
 Art. 2 : 3 Favoriser le développement de chaque territoire en valorisant ses atouts spécifiques.
 Art. 3 : 13 Promouvoir sur l'ensemble du territoire cantonal un tourisme doux et des activités de loisirs, en lien avec la nature, la culture et la santé, par l'aménagement d'équipements et d'infrastructures.
 Art. 3 : 14 Soutenir prioritairement les régions et les sites touristiques d'intérêt cantonal : les Franches-Montagnes, le Clos du Doubs et La Baroche, Saint-Ursanne et Porrentruy.
 Art. 3 : 15 Protéger durablement et valoriser les milieux naturels, permettre leur revitalisation et favoriser la création et la mise en réseau de biotopes.
 Art. 3 : 16 Garantir les différentes fonctions de la forêt.
 Art. 3 : 19 Elaborer une politique globale de l'eau, bien public.

PRINCIPES D'AMÉNAGEMENT

- 1 La valorisation du paysage jurassien s'effectue par le biais du diagnostic du paysage jurassien, de l'inventaire (anciennement plan directeur sectoriel) des paysages, sites et monuments naturels et des CEP communales.
- 2 Les projets ou planifications renforçant les qualités du paysage sont encouragés dans les régions où ils contribuent au développement du potentiel régional, touristique en particulier.
- 3 A contrario, l'urbanisation, les infrastructures et équipements générateurs de fort trafic et/ou portant une atteinte significative à la qualité du paysage sont orientés dans les régions où leur impact sera moindre. Les autorités cantonales n'autorisent ni ne soutiennent les activités représentant un risque pour le paysage dans les régions concernées.
- 4 Les sites et objets figurant dans l'inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels d'importance nationale (IFP) sont intégrés au plan directeur cantonal en tant que données de base. Il s'agit de :
 - la Vallée du Doubs ;
 - les Franches-Montagnes ;
 - les Gorges du Pichoux ;
 - les Etangs de Bonfol et de Vendlincourt.
 Ces sites et objets sont conservés intacts ou pour le moins ménagés le plus possible.
- 5 Le gyrobroyage est réglementé sur le territoire cantonal.



MANDAT DE PLANIFICATION

NIVEAU CANTONAL

L'Office de l'environnement :

- a) informe, conseille et diffuse le guide des CEP ;
- b) établit et met à jour le plan Paysage en collaboration avec le SAT ;
- c) veille à ce que les projets situés en dehors du site bâti soient bien intégrés dans le paysage. Les projets indiqueront concrètement comment ils s'intègrent dans le paysage et quels effets ils produiront dans le site. Au besoin, il consulte la Commission du paysage et des sites (CPS) ou la Commission de la protection de la nature et du paysage (CPNP).

Le Service de l'aménagement du territoire :

- a) veille à la prise en compte des objectifs de protection et de gestion dans le cadre des planifications et autorisations spéciales ;
- b) contribue au financement des CEP communales dans le cadre des subventions accordées lors de la révision des plans d'aménagement local ;
- c) veille à ce que les sites et objets figurant à l'Inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels soient intégrés dans les plans d'aménagement local.

Le Service de l'économie rurale informe, conseille et accompagne les communes dans le cadre des procédures d'améliorations foncières.

NIVEAU COMMUNAL

Les communes :

- a) intègrent les mesures nécessaires pour atteindre les objectifs d'évolution des paysages prioritaires qui les concernent et édictent les mesures de mise en œuvre ;
- b) élaborent une CEP à l'échelle locale, dans le cadre de la révision de leur plan d'aménagement local. Les plans directeurs communaux peuvent, s'ils incluent des domaines nature et paysage, remplacer une CEP ;
- c) utilisent les inventaires fédéraux et cantonaux comme données de base dans leur planification.

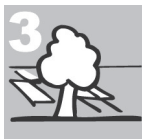
RÉFÉRENCES

Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage (OFEFP), Office fédéral de l'aménagement du territoire (ODT) (1997), Conception «Paysage suisse», Berne.

Office fédéral du développement territorial (ODT) (2000), Nouveau droit de l'aménagement du territoire. Explications relatives à l'Ordonnance sur l'aménagement du territoire et recommandations pour la mise en œuvre, Berne.

Office fédéral du développement territorial (ODT) (2000), «Critères permettant de juger si des constructions et installations sont dignes de protection au sens de l'article 24d LAT et de l'article 39 OAT», in Nouveau droit de l'aménagement du territoire, Berne: Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC).

Communauté d'études pour l'aménagement du territoire (CEAT) (2002), Guide pour l'aménagement du territoire rural dans l'Arc jurassien, Lausanne: Cantons de Berne, Vaud, Neuchâtel et Jura.



Conférence des services chargés des améliorations foncières, Société suisse des mensurations et améliorations foncières, Groupe spécialisé des ingénieurs du génie rural et des géomètres de la SIA (1993), Améliorations foncières modernes - Conception générale: rapport de travail du groupe de projet, Zurich.

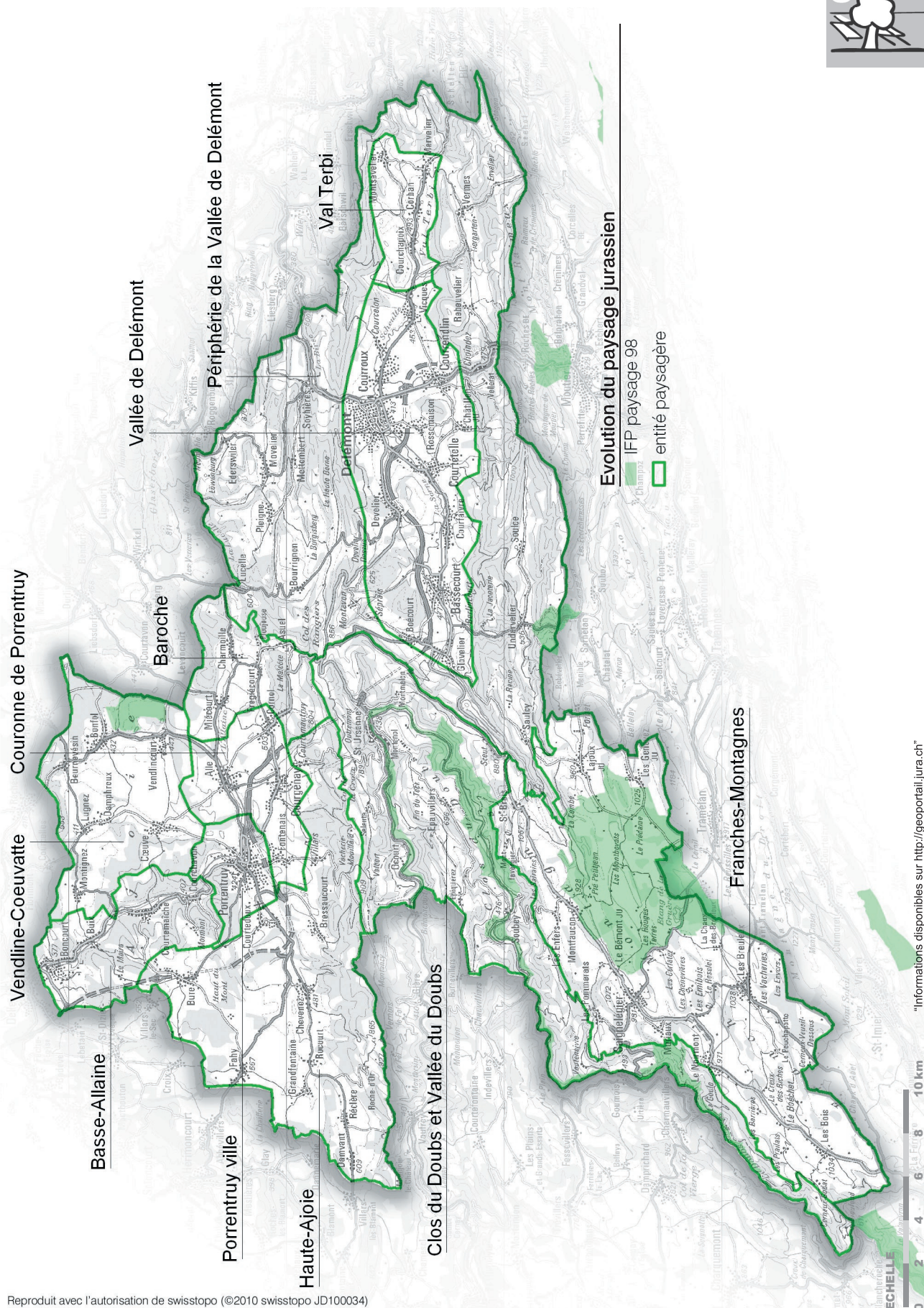
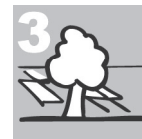
Lüscher A. et al. (1998), Les améliorations foncières en harmonie avec la nature et le paysage. Documentation D 0151, Berne: Société suisse des ingénieurs et architectes (SIA), Office fédéral des forêts, de l'environnement et du paysage (OFEFP).

Service de l'économie rurale (1996), Rapport à l'intention du Gouvernement de la RCJU sur les améliorations foncières simplifiées dans le Jura, Delémont.

Groupe de travail nature et paysage (révision du plan directeur cantonal) (2002), Le paysage jurassien: diagnostic, Delémont: République et Canton du Jura, Service de l'aménagement du territoire.

Kleiner J. et Schmitt H.-M. (2001), Planifier et construire en respectant le paysage, documentation SIA D 0167, Berne: Office fédéral des forêts, de l'environnement et du paysage (OFEFP) et al..

Hochschule für Technik Rapperswil, Landschaftsarchitektur, Service romand de vulgarisation agricole (2002), Boîte à outils CEP. Guide méthodologique pour les conceptions d'évolution du paysage, Rapperswil et Lausanne.



Reproduit avec l'autorisation de swisstopo (©2010 swisstopo JD100034)